



JEAN-GUY TALAMONI

FACE AU «DIKTAT JACOBIN»

INTERVIEW P8

ENVIRONNEMENT

Déchets,
une crise et
des questions

P4



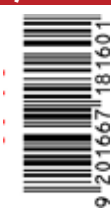
INTERVIEW

Jean-Martin
Mondoloni, l'heure
du régionalisme

P10



1,60€



KAMPÀ P2 • ÉDITOS P3 • SETTIMANA CORSA P39 • AGENDA P42

S E M P R ' À F I A N C ' À V O I

TEMPI FÀ ... IN U2058



La vie continue!

Samedi 16 mai, nouvel attentat, cette fois-ci dans le quartier de l'Opéra à Paris où résonnent d'habitude chœurs et symphonies. Mais vers 21h, concerts de klaxons et rires aux terrasses des café et restaurants se sont tus pour céder leur place à la compassion et à une énième colère. Un terroriste fiché S armé d'un couteau a semé traumatismes, blessures et mort. Ronan, 29 ans a été assassiné, quatre autres personnes ont été blessées. De nouveau la sidération, mais moindre, au moins en apparence. Le «Je suis Paris» est plus discret. Une certaine fatalité envahit nos pensées parce qu'il faut, malgré nous, nous habituer à ce danger potentiel. Nous laissons aux soignants, aux policiers, la prise en charge de cet attentat. Les politiciens s'écharpent de nouveau sur les mesures à prendre: que faire des fichés S? Comment lutter contre cet intégrisme? Mais une question n'est toujours pas ou peu posée. Comment prévenir ces attentats et protéger notre jeunesse de cet obscurantisme? L'assassin de 20 ans était français, élevé au sein de la République, sans casier judiciaire. Pourtant il a choisi de tuer au nom de Daesh, organisation terroriste. Sur les réseaux sociaux ou dans la rue, chacun y va de son interprétation, exprime sa fureur. Sur place, la pratique du pouvoir vertical est assurée! Le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur saluent la rapidité de la réaction policière, expriment leur soutien aux victimes et familles et rappellent la détermination de l'Exécutif. Le Président de la République réagit sur Twitter mais termine son discret séjour à Brégançon. Bref, le mal continue de gangréner nos villes, nos quartiers et nous n'avons toujours pas trouvé de solution. La vie continue. Et nous ne cédonons volontairement pas à cette peur qui, sans se manifester outre mesure, nous accompagne désormais chaque jour. ■

dominique.pietri@yahoo.fr



Da Roland FRIAS

In l'universu d'Andà

Hè principia 7 anni fà a massa culturale d'issu gruppu nativu di u rughjone fiumorbacciu. Purtatu da a passione è u stintu di l'ingenuosu Stéphane Bernardini, Andà face valè dapoi a so creazione, cù arte è cù manera, l'universalità di u cantu in lingua corsa è di a musica pop rock. Trà tradizione è mudernità, u so capifila, autore, cumpunitore, cantadore è

À MODU NOSTRU

chitarristu di talentu, hà cacciatu digià tre dischi in solo; *Dignità* ind'u 2007, *Andà* ind'u 2010 è *Fiana* ind'u 2015. In core di u gruppu Andà dinò, hè stata ricca a pruduzione cù *Cusi luntanu* ind'u 2012 è pocu fà *Vulintà*. S'appronta avà un discu novu chì si chjamerà ellu *Girà* è di u quale a surtita hè prevista u 30 d'aostu, sempre cù a listessa brama di fà onore à a Corsica, à a so storia è à u so avvene. Nanzu à quellu ritovu maiò, serà u gruppu Andà, u 22 di maghju, l'invitatu di l'emissione musicale famosa di France Bleu RCFM «In Cantu» presentata da Cristofanu Zagaglia, eppo, 3 ghjorni dopu (u 25), metterà in ballu u so giru estivu à u Centru Culturale Carlu Rocchi in Biguglia. Mentre u cuncertu è l'astre stonde à vene, si puderà ritruvè e più belle canzone cumposte è cantate da Stéphane Bernardini frà e quale *Castagnu eternu*, *È si tù*, *Bastelica*, è di sicuru *Terra d'Andà* è *A nostra bandera* chì si sentenu à spessu nant'à l'onde è per mezu di e rete suciale induv'elle anu ricevutu tutt'è duie un bellu successu. In scena, serà accompagnatu Stéphane Bernardini da musicanti di trinca; Stéphane Petrucciani à a chitarra, Cédric Merdrignac à a chitarra bassa, Christophe Dalbera à a batteria è Jérémy Paoli à u piano è à u cantu. Per esse à l'altura di a so vulintà di professionalizzazione, vole Andà prupone un spettaculu di quelli spampillanti cù un materiale di soni è lumi d'altu livellu è cù una squadra di tennenti di sperienza; Tony Bernardini, Kevin Zereni è Valentin Tandrya. U legame è a spartera cù u publicu, ch'ella sia in Corsica, in cuntinente o à u stranieru, ghjè impurtante assai per Stéphane Bernardini è u gruppu Andà. Tandù, à fiancu à u so agente artisticu, Jean-Claude Groux, anu a brama d'andà è di purtà ancu più luntanu u so cantu è a so musica. Ci la feranu, senza dubbitu alunu! Pregoemu li bona fortuna è una strada fiurita! ■

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE ☉

CorsicaPress Éditions SAS Immeuble Marevista
12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia Tél. 04 95 32 89 95

Directeur de la publication – Rédacteur en chef:

• Paul Aurelli (04 20 01 49 84)

journal@icn-presse.corsica

• Elisabeth Milleliri • informateur.corse@orange.fr

• 1^{er} secrétaire de rédaction (Bastia) P. Muzzarelli

• 1^{er} secrétaire de rédaction (Ajaccio) Eric Patris

Conseiller éditorial: Christian Gambotti (Diaspora)

Conseiller langue corse: Roland Frias.

BUREAU DE BASTIA – RÉDACTION

1, Rue Miot (2^e étage), 20200 BASTIA

Tél. 04 95 32 04 40 • Fax 04 95 32 02 38

Annonces légales • Tél. 04 95 32 89 92

al-informateurcorse@orange.fr

BUREAU D'AJACCIO – RÉDACTION

21, Cours Napoléon – BP 30059

20176 AJACCIO Cedex 1 • Tél. 04 20 01 49 84

al-icn-ajaccio@orange.fr

AVEC LA COLLABORATION DE:

Isabelle Bartoli, Batti, Santu Casanova,

Jacques Fusina, Claire Giudici, Kampà,

Jean-Toussaint Leca, Tim Leoncini,

Michel Maestracci, Jacques Paoli, Pierre Pasqualini,

Marion Patris de Breuil, Manon Perelli,

Dominique Pietri, David Raynal.

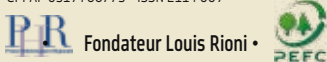
en partenariat avec Télé Paese

PUBLICITÉ Corse Regipub SAS, M. Stéphane Brunel

Tél. 06 12 03 52 77 • mail: brunel.stephane@yahoo.fr

IMPRIMERIE AZ Diffusion 20600 Bastia

CPPAP 0319 | 88773 • ISSN 2114 009



Fondateur Louis Rioni •



https://www.facebook.com/ICN.Informateur.Corse.Nouvelle

https://twitter.com/ICnActu

Vous vivez

en Centre-Corse,

dans le Cap,

la région de Bonifacio

ou le Sartenais,

vous avez

une bonne connaissance

de la vie publique,

culturelle, associative

et sportive

dans votre bassin de vie?

Vous souhaitez mettre

en lumière les initiatives

qui y voient le jour?

Vous aimez écrire et/ou

prendre des photos?

L'ICN recherche ses correspondants locaux.

Écrivez-nous:

journal@icn-presse.corsica

BILLET

Faut-il sauver l'arrosoir à rosé?

Depuis des décennies, l'appel au respect des lois revient sous la plume des éditorialistes parisiens comme un réflexe pavlovien à l'évocation de la Corse. En sera-t-il un pour oser la servir à propos de la tripléte de «célébrités» et des quelques élus qui ont cru judicieux de se planter devant les caméras samedi dernier à Calvi?

Parce qu'au-delà de l'anecdote, des références délirantes au «patrimoine culturel calvais» et des quéguerres de réseaux sociaux, le fond de l'affaire est aussi simple et navrant que l'intrigue d'un épisode de série policière française: tous ces braves gens réunis à Calvi défendaient le propriétaire d'une paillote illégale à plus d'un titre, et maintes fois condamnée à la démolition.

Il serait intéressant de savoir pourquoi, même si la fin du débit de rosé et autres salades de la mer a été confirmée par la justice ce mardi. Mouvement d'amitié, soutien d'un proche? Sans doute. Séquelles du jugement dans le dossier Ferracci à la Rundinara? Peut-être aussi. Méconnaissance du principe de non-rétroactivité de la loi? Possible. Corporatisme? À voir. Protestation contre le tort causé à l'économie d'une commune par la perte d'un commerce, fût-il illégal? Envisageable.

Mais dans le cas des «people» sus-citées, qu'est-ce qui a pu les pousser à battre le pavé pour cette cause plutôt que de manifester quelques mètres plus loin en soutien de Dumè Campana, alors en pleine grève de la faim? L'artisan-verrier se bat pour une raison autrement légitime qu'une paillote.

La plus acharnée ose la défense «ça crée des emplois», l'une des rares choses qu'elle aura assimilées lors de ses séjours. Classique. Mais c'est sa déclaration la plus candidement brutale qui nous éclaire davantage sur ses motivations: elle veut «continuer à faire la fête».

On touche sans doute là à l'essence même de sa démarche. Au diable les lois, les décisions de justice répétées au cours des ans, le respect de l'environnement: que pèse tout cela face à son bon plaisir?

Grâce à elle se vérifie une fois de plus l'adage qui veut que la loi, littoral ou pas, c'est bien, mais pour les autres. ■ Eric Patris

CRISE DES DÉCHETS

CONJONCTURE ET CONJECTURES



Des décennies d'immobilisme dont on retiendra surtout que non, gouverner, ce n'est pas forcément prévoir. Une production annuelle de déchets par habitant très supérieure à la moyenne européenne et qui, loin de diminuer, tend à augmenter allègrement – à croire que non seulement nous avons un don pour les multiplier mais nous le cultivons amoureusement. Un effort [car on peut difficilement user du mot « performance »] de tri qui, pour faire dans l'euphémisme, ne peut qu'aller en s'améliorant. Des centres d'enfouissement technique qui, au fil des prorogations et des solutions provisoires devenues permanentes, viennent à saturation. Des territoires où riverains et élus se montrent de plus en plus hostiles à l'idée d'héberger des infrastructures qui, pourquoi ne pas le dire, sont de véritables gisements de mullizzu. Et, fort logiquement une énième crise des déchets : des tonnes de poubelles sur le carreau, hurra... De quoi se poser des questions, remettre en cause les – rares – décisions prises et suivies d'effet en matière de gestion de nos déchets. Comme celle, approuvée en 2007 par l'Assemblée de Corse, de proscrire l'incinération. Depuis deux ans, l'éventualité de revenir sur cette décision est régulièrement évoquée, de façon plus ou moins appuyée, dans la rue, sur les réseaux sociaux, auprès des médias. Les tenants de ce « retour vers le futur » font valoir qu'il ne faut pas espérer voir les Corses, Méditerranéens indolents, indisciplinés, se mettre résolument au tri. On invoque l'exemple des pays nordiques qui incinèrent depuis des lustres, et s'en trouveraient d'autant mieux que la thermovalorisation des déchets contribuerait de façon significative à leur production d'énergie. Toutefois, pour ne prendre que l'exemple du Danemark, champion d'Europe de l'incinération et de l'importation de déchets, les différents scénari de mix énergétique envisagés par ce pays pour parvenir à son indépendance énergétique d'ici 2050 tablent soit sur une part constante mais faible d'incinération soit sur sa diminution progressive au profit d'autres sources. Entre 2013 et 2015, le tonnage de déchets incinérés au Danemark a amorcé une décrue, tandis que la proportion des déchets envoyés, selon leur nature, vers du recyclage, du compostage ou de la méthanisation était en augmentation.

Plus près de nous, il y a Monaco, dont l'incinérateur est souvent cité en exemple... mais dont le renouvellement, considéré en 2014 comme urgent, a été différé. Les élus monégasques n'excluent pas d'étudier d'éventuelles alternatives. Des pistes se sont ouvertes, comme par exemple celle de la pyro-gazéification, un traitement thermique mais sans incinération : une usine de traitement-valorisation des déchets a dernièrement vu le jour dans les Landes et des projets similaires sont dans les tuyaux, notamment en Aquitaine et en Bretagne.

Puis il y a l'Italie, où on ne se prive pas d'incinérer, notamment en Sardaigne. À ceci près que l'isola surella est précisément en train de nous démontrer qu'être la dernière des quiches en matière de tri n'a rien d'une fatalité et que les tonnages incinérés y sont en baisse tout comme les tonnages envoyés à l'enfouissement, passés de 243 000 tonnes en 2014 à 233 000 tonnes en 2016.

Les modèles qui ont fonctionné un temps, à défaut de mieux ou tout simplement d'autre chose, pourraient fort être dépassés sous peu. En tout cas en moins de temps qu'il n'en faudrait pour les mettre en œuvre ici. Une question cela dit, gagnerait à être approfondie. Celle de l'incroyable quantité de déchets que nous produisons chaque année [entre 2010 et 2014, cette production progressait de 8,3% lorsque la population n'augmentait que de 5,3%] En 2012 nous en étions à une moyenne de 611 kg par personne et par an contre une moyenne française de 590 kg. C'est près de 200 kg de plus, par année et par individu, que nos voisins sardes. Comprendre le pourquoi et le comment de cette surproduction individuelle ne serait sans doute pas un luxe superflu. ■ Elisabeth MILLELIRI

Sources : Ispra, Région autonome de Sardaigne, OEC, Eurostat.

TRAITEMENT DES DÉCHETS

QUID DE LA PYRO-GAZÉIFICATION ?



Photo DR

La crise des déchets a fait son retour et avec elle, la tentation de remettre sur le tapis la «solution» de l'incinération, présentée çà et là comme seule alternative à l'enfouissement, notamment au vu du retard de la Corse en matière de tri.

Quoique moins médiatisée, une autre technique de traitement, sans combustion directe et source de «gaz vert», a pourtant émergé : la pyro-gazéification, développée, entre autres, par la société EDDA-Énergie. Un piste envisageable, complémentaire au tri ? Le point sur ce procédé avec Gilles Junquet, conseiller d'EDDA-Énergie.

Propos recueillis par Jean-Toussaint LECA

La situation qu'a une nouvelle fois connu la Corse en matière de gestion des déchets a relancé un débat sur l'incinération. Votre entreprise est parmi celles qui, en France, ont fait le pari d'une solution alternative...

Résidant en Paca, je sais combien la question des déchets est une préoccupation particulièrement significative. J'ai été frappé récemment par l'intérêt que la presse locale a porté à ce sujet. Var-Matin y est revenu à plusieurs reprises, le quotidien insulaire Corse-Matin s'étant aussi fait largement l'écho de la situation récente. Le débat semble s'établir désormais sur des bases intéressantes dans la mesure où des solutions à long terme doivent être recherchées. Dans ce domaine, les techniques évoluent comme dans le reste de l'industrie. Les incinérateurs ont marqué une évolution et mis en avant la possibilité de valorisation énergétique. Mais leur coût et les déchets, tant solides que gazeux, qu'ils génèrent ont conduit à en limiter l'emploi. Maintenant, nous conservons l'idée que les déchets ménagers peuvent permettre de produire ou de la chaleur ou de l'électricité. Mais il aura fallu cette étape, parfois nocive, pour concevoir une nouvelle approche qui doit éviter les rejets dangereux, je pense en particulier aux dioxines et aux furanes mais également aux goudrons. Au regard de la situation existante de décharge peu ou pas contrôlée qui induit des rejets massifs d'hydrogène sulfuré et de méthane générés par la fermentation des déchets dans la décharge, et des infiltrations possibles de lixiviats jusqu'à la nappe phréatique, un assainissement certain des conditions de vie en découlerait. La technologie de pyro-gazéification permet cela grâce à une thermique spécifique en atmosphère réductrice, c'est-à-dire avec peu d'oxygène. Elle permet de transformer le déchet en nouvelle ressource, qui prend une valeur par sa transformation possible en énergie.

Quels types de «ressources» sont concernés ?

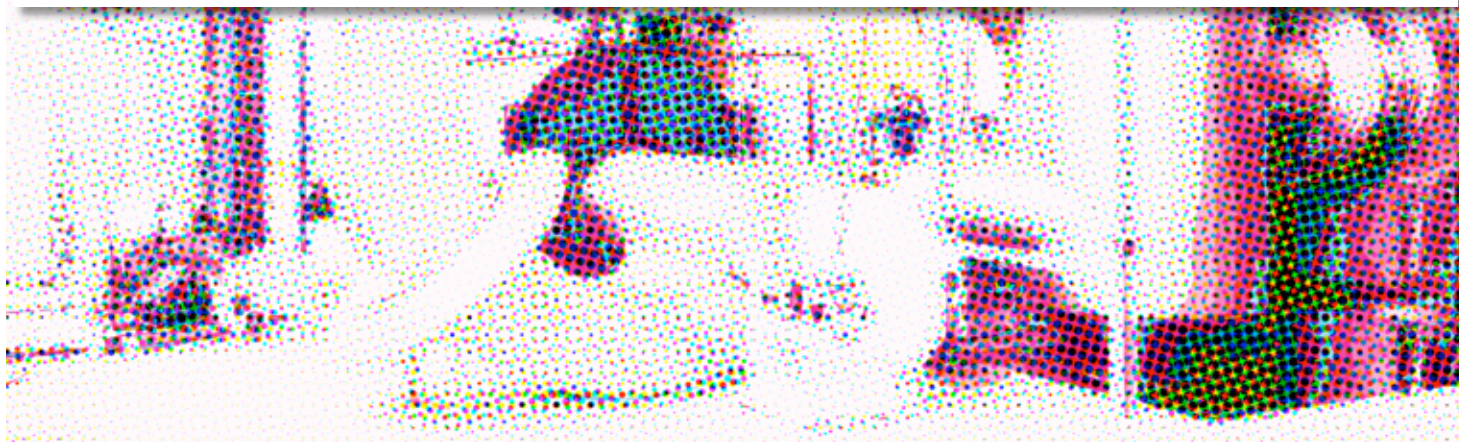
Tous les produits contenant du carbone peuvent être gazéifiés. Des biomasses telles que des produits de la sylviculture (bois, sous-produits et dérivés), des végétaux divers, des résidus agricoles et agro-industriels (résidus d'extraction d'huile, de pressage de raisin, de meunerie ...) des matériaux tels que le bois de classe A, divers produits fossiles riches en carbone et tous déchets riches en carbone, en particulier les déchets ménagers. Ainsi, les sous-bois s'ils étaient bien entretenus constitueraient une source intéressante de biomasse, mais toute une filière est à créer... Il y a aussi la taille des vignes, qui représente une masse considérable, là encore une économie circulaire doit être conçue afin de parvenir à un objectif d'amélioration du contexte environnemental, économique et social. D'autant que l'exploitation d'une nouvelle ressource, le déchet, générerait quelques centaines d'emploi dans des zones très affectées par l'exode rural. Car rien rien n'empêche d'adjoindre de la biomasse naturelle aux déchets ménagers si ceux-ci devenaient insuffisants. Toutefois, la gazéification de cette biomasse seule offre l'avantage de pouvoir récupérer les cendres, chargées de sels minéraux, et de les utiliser comme fertilisant. De petites unités de gazéification peuvent rendre autonomes des exploitations agricoles sur le plan de l'énergie, ceci repose sur un choix du responsable de l'exploitation.

Cette technologie est-elle déjà employée ?

Oui. En ce qui nous concerne, nous avons par exemple mis en route une installation de 2MW pour le chauffage des serres en Bretagne et nous travaillons avec l'Ademe sur un projet beaucoup plus petit, 36kva, pour des exploitants agricoles qui souhaiteraient devenir autonomes, sa-

REPÈRES

La pyro-gazéification est un procédé de conversion thermochimique combinant pyrolyse et gazéification. Elle permet une valorisation énergétique des déchets combustibles, mais sans combustion directe, en les chauffant dans une atmosphère pauvre en oxygène (voire en l'absence totale d'oxygène: le produit est « carbonisé » sans avoir brûlé stricto sensu. Selon une étude conduite par l'Ademe, GRDF et GRTgaz portant sur l'indépendance en gaz de la France d'ici 2050 grâce à un mix de gaz renouvelables, avec le recours à diverses méthodes dont la pyro-gazéification, outre que l'hypothèse est envisageable, elle permettrait d'éviter les émissions directes d'environ 63Mt CO2 par an (sans compter la réduction des polluants locaux, NOX et particules fines).



► chant que l'énergie est un de leurs tout premiers postes de dépenses. Forts de cette expérience, nous savons qu'elle est adaptée aux déchets ménagers. Nous avons déjà fait une démonstration pour des partenaires marocains avec une unité de 150kg/h, les rejets gazeux ont été testés sans nocivité particulière.

Est-ce que des déchets existants pourraient être employés dans une unité de pyro-gazéification?

C'est une chose possible, mais il y a déjà beaucoup à faire avec ceux de chaque jour. Après, ce peut être un contrat particulier pour dépolluer tout un espace tel qu'une décharge non contrôlée. Cette technologie peut valoriser toute sorte de biomasse tant qu'il ne s'agit pas de farine. Ainsi en Afrique nous envisageons l'emploi des coques des noix de cajou ou les tiges de vieux cotonniers pour produire de l'électricité à toute heure.

En termes d'infrastructures, d'aménagement, de foncier nécessaire, quelle différence entre l'implantation d'un incinérateur et celle d'une unité de pyro-gazéification?

Jusqu'à maintenant, les unités de traitement, principalement par incinération, obligeaient à la construction d'usines de dimensions importantes. Pour une région comme la Corse, une seule usine aurait pu suffire. Or concentrer le traitement des ordures ménagères en un seul lieu implique un volume de transport considérable et particulièrement coûteux. La pyro-gazéification peut se limiter à un traitement compris entre 10 à 20 000 tonnes/an. Pour cela, un espace d'un hectare suffit largement. De petites unités peuvent répondre efficacement à la valorisation totale des ordures ménagères sans rejet nocif ni rotation de bennes sur des parcours longs. Une économie circulaire se construit

ainsi de façon efficace, traitement propre d'un côté, production énergétique de l'autre.

Par hypothèse, que faudrait-il pour recourir à cette technologie en Corse?

Pour le moment, nous n'avons pas développé dans le détail l'hypothèse d'une telle unité et nous ne pourrions nous attaquer qu'à un volume de déchets situé autour de 20 000 tonnes/an. De plus, cela nécessite de trouver des interlocuteurs publics ou semi-publics prêts à contribuer au financement de l'opération. Mais cela doit être envisagé tant le besoin est critique. L'intervention des élus permet d'espérer qu'un bon dossier, même à caractère expérimental, puisse trouver sa place parmi les solutions envisageables.

Envisageriez-vous de promouvoir la pyro-gazéification auprès de décideurs insulaires?

Dans un premier temps, j'envisage de rencontrer des élus et techniciens pour leur exposer l'intérêt d'une technologie qui permet de faire face à une situation particulièrement délicate: excès de production de déchets d'une part et absence de valorisation d'autre part avec en plus des surcoûts à venir qui conduisent à rendre insupportable le traitement des déchets. Ensuite, si nous avons avec nos interlocuteurs la conviction partagée qu'une expérimentation grandeur nature permettrait d'apporter une solution pérenne dans le temps, nous réfléchissons en commun sur un avant-projet afin que les autorités puissent se prononcer dans les meilleures conditions. Cela demande indiscutablement un peu de temps, et malheureusement, en attendant les déchets continueront leur voyage coûteux. Cependant un point aura été marqué: mettre fin à l'immobilisme et à son coût prohibitif. ■

ISULA SURELLA

PERFORMANCE DE TRI ET RECYCLAGE LA BELLE REMONTÉE D'UN OUTSIDER



Photo DR

Question performance de tri, la Sardaigne avait le profil de l'outsider en 2005. Depuis, elle n'a cessé de combler son handicap, année après année, pour égaler voire distancer des régions du Nord de l'Italie qui, il y a peu encore, affichaient des résultats que l'île semblait bien en peine d'espérer approcher. Et ce n'est manifestement pas fini...

Difficile, voire impensable d'amener les citoyens à intensifier leurs efforts en matière de tri sélectif lorsque lesdits citoyens sont des Méditerranéens? Le préjugé – car c'en est un – a la vie dure et peut à l'occasion faire office d'argument, aussi bien pour ceux qui se positionnent en faveur du tout-enfouissement que pour les partisans de l'incinération. Et pourtant...

En 2014, selon l'Institut supérieur pour la protection et la recherche environnementales (Ispra), en matière de collecte différenciée des déchets urbains, l'Italie atteignait péniblement ses objectifs nationaux fixés... pour l'horizon 2008, c'est-à-dire 45% des déchets produits, lorsqu'elle aurait dû avoir dépassé les 65% depuis 2012. Et ce alors que la production de déchets, après avoir amorcé une décrue en 2011, affichait une hausse de 0,3%. Si les régions du Sud étaient celles qui affichaient les plus mauvais résultats, la Sardaigne s'en tirait toutefois très honorablement avec 53% de tri. Sept ans auparavant, l'île-sœur en était à une moyenne de 27,9% de collecte séparée (et seulement 19,8% pour la province de Sassari), taux légèrement supérieur à la moyenne nationale (27,5%), mais très en deçà des scores enregistrés alors par le Trentin-Haut-Adige et la Vénétie (respectivement 53,4% et 51,4%) ou encore le Piémont et la Lombardie (44,8% et 44,5%). La petite performance sarde de 2007 semblait d'autant plus remarquable qu'en 2005, la région plafonnait à 9,9% de tri sélectif, lorsque certaines régions du Nord avaient déjà dépassé les 35%. Ce bond, en deux ans à peine, résultait de la mise en place de systèmes de collecte spécifique, notamment de collecte en porte-à-porte.

Le dernier rapport disponible de l'Ispra, qui porte sur l'année 2016, indique que si le retard pris par l'Italie n'a pas encore été comblé, il y a du mieux, bien que la production de déchets par habitant y ait progressé de 2% en un an. Le taux moyen national de tri sélectif est de 52,5%, mais certaines régions sont en pointe, comme la Vénétie (72,9%) et le Trentin-Haut-Adige (70,5%). La Sardaigne, quant à elle, a dépassé les 60%, ce qui fait d'elle la 6^e région d'Italie en termes de performances de tri et la 7^e s'agissant du recyclage des déchets triés (56,4%). Pour le tri, elle surclasse à présent le Pié-

mont (56,6%) mais aussi le Frioul et l'Emilie-Romagne qui, en 2012, avaient une bonne longueur d'avance sur elle.

Il est vrai, cela dit, que la Sardaigne n'en a pas encore fini avec l'enfouissement (fin 2016, 8 centres étaient encore ouverts) et qu'elle a recours à l'incinération, avec deux sites, l'un implanté à Macchiarreddu (province de Sassari, où le tri était moins mis en œuvre qu'ailleurs) et l'autre à Macomer (province de Nuoro). Le gouvernement italien prévoyait du reste d'implanter un troisième incinérateur dans l'île. Toutefois, thermovalorisation du déchet ou pas, la révision du Plan régional de gestion des déchets, adoptée fin décembre 2016 par la Giunta, écarte cette éventualité. Elle met en revanche l'accent sur une nouvelle montée en puissance de la collecte séparée. L'objectif de tri à atteindre d'ici la fin 2022 a été fixé à 80% des déchets produits tandis que le taux visé en matière de recyclage a été fixé à 70%. Autre ambition affichée, toujours pour la même échéance, réduire de 10% la production de déchets qui, malgré les «apports» induits – comme en Corse – par la fréquentation touristique, est une des plus modérées d'Italie: 444 kg par habitant et par an en 2016. Enfin, le nouveau plan prévoit une diminution du recours à l'incinération.

Selon son président, Francesco Pigliaru, la Région sarde prend ainsi le pari de contribuer de façon significative aux objectifs européens en vue d'une économie verte et, sur la base d'un tri efficace, parvenir à mettre sur pied des filières de production de matériaux et produits recyclés, créant ainsi des «emplois verts».

Mesure-phare de ce dispositif, une généralisation de la collecte séparée au porte-à-porte, assortie d'un monitoring et de tarifs qui seront ajustés en fonction des performances de tri de chacun. Place aux conteneurs de tri équipés d'une puce qui permettent de mesurer l'effort de tri des ménages et de leur appliquer soit une bonification soit une pénalité sur les sommes dont ils s'acquittent pour le traitement des déchets.

En somme, un bilan pas trop «dégueulasse» pour des Méditerranéens rétifs à tout effort civique. ■ **Elisabeth MILLELIRI**

Sources: rapports de l'Ispra (parutions de 2006 à 2017), Région autonome de Sardaigne, La Nuova Sardegna, Sardinia Post.



JEAN-GUY TALAMONI

**FACE À PARIS,
DU «PACTE GIRONDIN
AU DIKTAT JACOBIN»**

**Depuis maintenant plus de trois ans, la coalition nationaliste remporte la bataille des urnes. Pourtant, alors que le délai imparti d'ici aux prochaines territoriales semble bien court, le chemin restant à parcourir est long et il n'est pas franchement jonché de roses. Relations tendues avec Paris, crispations autour de la mise en place de la Collectivité unique, nouvelle crise des déchets...
Le sentiment de Jean-Guy Talamoni, président de l'Assemblée de Corse.**

Vous restez un président de l'Assemblée présent dans les médias et sur la scène politique, lors des négociations à Paris notamment. Vous marquez votre différence en n'allant plus, par exemple, accueillir certains ministres ou secrétaires d'Etat pour exprimer votre mécontentement. Vous avez en quelque sorte réinventé une fonction qui jusque-là – sans vouloir médire de qui que ce soit – se bornait un peu aux inaugurations de chrysanthèmes. S'agissait-il d'une attente de votre mouvance, d'une volonté personnelle ou d'un accord avec les autonomistes?

J'ai essayé d'exercer ces fonctions dans l'esprit des textes. Je me suis emparé, en effet, peut-être un peu plus de cette mission que ça n'avait été le cas par le passé, mais cette présidence participe également d'un équilibre au sein de la majorité. Si je suis dans l'action, rien de ce que je fais ne sort du cadre de mes attributions. J'organise et préside les travaux de l'Assemblée, les commissions permanentes, les commissions ad hoc, je réunis les présidents de groupe, mais je suis aussi, tout comme le président de l'Exécutif, chargé de définir des stratégies, nous pouvons, l'un comme l'autre, saisir le Conseil économique et social. Je suis dans mon rôle.

Les négociations avec Paris ont conduit à une inscription à minima de la Corse dans la Constitution. Vous vous y attendiez-vous? Espérez-vous, au vu des résultats électoraux, une meilleure écoute?

Nous avons compris très rapidement que nos interlocuteurs n'étaient pas de bonne foi et avaient pris leur décision avant même de nous entendre. Nous avons cependant voulu aller au bout du processus, pour qu'on ne puisse pas nous reprocher de ne pas avoir donné une chance à la Corse. Pour la Corse, ça aurait pu être l'occasion d'un nouveau départ. Pour Paris également: c'était l'occasion de montrer qu'il comprenait que toutes les situations ne sont pas identiques. Il s'avère que Paris n'a pas compris. Si trois scrutins consécutifs nous ont donné la majorité, le dernier nous donnant la majorité absolue et le précédent nous permettant d'envoyer trois députés nationalistes sur quatre à l'Assemblée, c'est que la Corse a vraiment adhéré à notre démarche qui est claire. Pourtant, même si nous avons atteint 80% des suffrages, ça n'aurait rien changé. Paris est dans le déni. C'est de l'autoritarisme. Ça n'augure rien de bon.

Pourrait-on craindre un retour de la clandestinité?

Sur la question de la clandestinité nous avons dit, clairement, qu'elle était derrière nous! Mais nous sommes entrés dans une période de crise. Les réactions vont avoir d'autres formes que celles connues dans le passé mais nous agissons pour que les relations avec Paris évoluent dans l'intérêt de la Corse.

«Un paese da fà»... chî ci vole per fallu, stu paese? L'indépendance pour demain? À la lumière de ce qui se passe en Catalogne, peut-on envisager une indépendance de la Corse qui impliquerait une sortie de l'Europe?

On ne peut pas comparer ce qui se passe en Catalogne avec la Corse. Les situations sont nettement différentes. En ce qui nous concerne, l'indépendance n'est pas, pour le moment, à l'ordre du jour. Elle dépendra de la situation politique et économique de l'île et de la volonté des Corses. La démocratie espagnole est jeune et fragile. La France n'aurait pas les mêmes réactions que l'Etat espagnol face à un référendum librement voulu par le peuple. Le processus ne serait pas marqué par une crise semblable à la crise catalane. On se trouverait sans doute dans une situation plus proche de celle de l'Ecosse face au Royaume Uni. Dans les 10 ans qui viennent, il n'est pas prévu que ce processus

soit engagé. Nous verrons à partir de 2028. Il est difficile de dire à quel moment les Corses seront prêts.

Vous avez rencontré Hervé Morin, président des régions de France. La Corse est-elle une région de France comme les autres?

Nous travaillons avec Hervé Morin et les autres présidents de régions depuis près de deux ans. Hervé Morin nous a soutenus de manière tout à fait explicite dans les discussions avec Paris. Le recevoir avec amitié, c'était tout à fait normal. Il existe, entre les présidents de régions et de départements et le gouvernement, le même conflit que celui auquel nous devons faire face. Nous sommes confrontés au même comportement de fermeture, à un reniement du président de la République qui a oublié ses promesses de campagne. Il annonçait un pacte girondin, nous sommes face à un dictat jacobin.

Concernant la mise en place de la collectivité unique, on sent quelques grincements de dents. Les syndicats, STC compris, sont montés au créneau. N'avez-vous pas le sentiment d'avoir privilégié les évolutions institutionnelles aux évolutions internes?

Nous avons préparé de manière minutieuse la collectivité unie, nous avons fait un grand nombre de réunions en amont, avant la fusion, puis pendant la fusion et encore maintenant... Mais une telle opération, compte tenu de son ampleur, ne se fait pas d'un coup de baguette magique. Nous avons mené les deux de front mais nous n'avons pas négligé l'une par rapport à l'autre. Nous avons hérité d'une situation catastrophique. Les caisses des trois collectivités sont vides: concernant le conseil départemental de la Corse du Sud, ça a d'ailleurs été revendiqué par son président, Pierre-Jean Luciani. Tout ne peut pas se faire en quelques mois...

Lors de notre premier entretien, début juin 2016, nous nous étions rencontrés à l'Oriente. Un taureau en divagation avait causé la mort de Claude Cesari. La Corse avait fait face à une crise des déchets, vous aviez été confronté à des tensions entre communautés et nous étions une des régions championnes de France du chômage et de la pauvreté. Qu'est-ce qui a changé en Corse?

Ce qui a changé c'est la vision de l'avenir, le projet de société. Les Corses ont adhéré à notre démarche, ils ont confirmé à l'occasion des territoriales qu'ils ont une vision nationale: on ne vote pas nationaliste si on en pense pas que la Corse est une nation! Concernant la question des déchets, comme dans d'autres domaines, la CdC a la compétence mais ne dispose pas des moyens d'action: elle définit la stratégie, la collecte relève des intercommunalités et le traitement du Syvadec. Comme vous voyez, c'est plutôt complexe. La CdC a élaboré un plan qui prône le tri. Il va, à moyen terme, donner des résultats. Reste à trouver le moyen de faire face pendant cette période transitoire. J'entends de nouveau parler d'incinérateur: la question a été tranchée par les précédentes mandatures, le projet n'est plus du tout d'actualité. Nous savions que ce problème existait, mais la situation, aggravée par l'incurie des précédentes mandatures, ne peut se régler en deux ans. Dans ce domaine, comme dans d'autres, pour les Corses, si nous sommes compétents, nous devons tout résoudre tout de suite. Reste que nous n'avons pas les leviers! C'est aussi pour ça que nous revendiquons des avancées institutionnelles. Le problème se pose également pour le foncier et «l'arrêté Miot». Ce que nous demandions garantissait la possibilité de déroger au droit commun et de gérer au plus près des attentes de la population. ■

«Paris est dans le déni. C'est de l'autoritarisme. Ça n'augure rien de bon.»

JEAN-MARTIN MONDOLONI

LA VOIE DU RÉGIONALISME

Propos recueillis
par Claire GIUDICI

Conseiller territorial et président du groupe Per l'avvene, Jean-Martin Mondoloni incarne aujourd'hui la principale force d'opposition à l'Assemblée de Corse.

Il entend également démontrer que, les lignes ayant considérablement bougé, un mouvement de droite régionaliste a désormais toute sa pertinence sur l'échiquier politique corse.

Vous avez été élu avec près de 18,29%, précédé par la coalition nationaliste (56,5%). Cette position vous donne sans doute une responsabilité supplémentaire. Régionaliste, favorable même à une forme d'autonomie, vous n'avez pourtant pas soutenu les positions de la majorité dans les discussions avec Paris et avez montré votre différence en allant rencontrer notamment le Président du Sénat. Faut-il, selon vous, une nouvelle réforme institutionnelle pour permettre à la Corse d'avancer?

Le temps est venu de donner un contenu prégnant et lisible au concept de régionalisme : il s'agit de promouvoir l'intérêt et l'identité d'une région en minorant les effets ravageurs et uniformisants d'un État central ; en aucun cas il ne s'agit d'un nationalisme déguisé. Ce que nous venons de vivre trois mois durant avait été annoncé : nous avons bien indiqué, pendant la campagne électorale, que nous n'entendions pas céder à la fièvre institutionnelle et nous avons raison. Chacun a pu constater combien cette séquence fut paralysante pour la collectivité naissante. Pour autant, une fois la discussion engagée avec le gouvernement, nous avons participé à ces travaux avec la volonté d'arracher ce qui pouvait l'être. N'en déplaise, l'inscription de la Corse dans la constitution à travers un article spécifique est une avancée historique, certes éloignée des ambitions démesurées de la majorité. Notre position a donc moins été dictée par des principes – nous restons favorables à l'autonomie au sens de l'autogestion – que par du pragmatisme : réussir la nouvelle collectivité

L'île reste une des régions les plus pauvres de France, avec un taux de chômage record. Pour sortir d'une pareille situation, qu'est-ce qui pourrait selon vous, avoir une meilleure efficacité : une initiative politique soutenue par une réforme institutionnelle ? Une plus grande implication du secteur privé dans le développement économique de la région ? Un peu des deux ?

Les indicateurs qui caractérisent la Corse [taux de chômage, accès aux soins, taux de suicide, taux d'IVG, déscolarisation précoce, nombre de diplômés] en font une région sinistrée. En revanche, elle peut compter sur une jeunesse, des hommes entrepreneurs et un environnement d'exception qu'il s'agit de mieux préserver pour le promouvoir. Ces atouts peuvent se muer en valeur ajoutée dès lors que nous restaurerons avec l'État une relation de confiance basée sur une solidarité efficace et un partenariat respectueux. Je ne suis pas de ceux qui croient aux miracles institutionnels. Faisons déjà plein et bon usage des pouvoirs transférés par le législateur. Nous serons toujours à temps, une fois des bilans objectifs dressés, de demander d'autres compétences.

Dans des domaines pour lesquels la Collectivité de Corse a la compétence, celui des déchets notamment, la situation ne semble pas évoluer. De nouveau cette année, les poubelles débordent. Avoir des compétences plus étendues nous rend-elle plus performants ?

L'exemple des déchets me semble significatif d'un symptôme. Ce n'est pas tant l'autonomie qui compte que l'usage qui en est fait. La Corse souffre moins de mauvaises décisions que de non décision. La proximité aidant et à force de différer de crainte de décevoir quelques-uns, on finit par ne satisfaire personne. Je serais curieux de savoir sur ce sujet ce que pensent les Corse de la façon dont nous nous sommes servis de cette part d'autonomie. Je reste cependant convaincu par le principe de l'autogestion cher au général De Gaulle et par l'idée que les territoires de France ont besoin d'une respiration institutionnelle. Tout ne peut pas être décidé depuis la technocratie parisienne qui concentre l'essentiel des pouvoirs économique, social, culturel et politique.

Vous est-il facile de faire entendre une voix «différente» au sein de la CdC?

Le contexte de majorité absolue rend plus difficilement audible la voix de l'opposition. Néanmoins, j'ai le sentiment de sortir peu à peu de cette tyrannie de la pensée unique qui prévalait il y a quelques mois encore. Dès lors que notre ligne politique est assumée, elle sait se faire respecter et entendre ; sur la base d'un discours constructif et pertinent, nous incarnons une position sérieuse capable de porter l'alternance.

Les personnels représentés par leurs syndicats, les maires, etc. s'inquiètent parfois de la façon dont s'organise la nouvelle CdC. Comprenez-vous leur inquiétude ?

Il apparaît désormais évident que le temps et l'énergie consacrés au débat constitutionnel ont cruellement manqué au moment précis où il s'est agi de faire naître ce nouveau monstre institutionnel. Les conséquences visibles et immédiates touchent très concrètement l'aide aux communes et la commande publique. Tout cela sera aggravé par l'adoption tardive du budget.

Vous représentez le principal groupe d'opposition au sein de la CdC, mais vous apparaissez également comme leader de la droite insulaire. Réunir cette droite qui a beaucoup souffert – en Corse comme au plan national – autour de votre nom n'aurait-il pas été possible ? Vous avez choisi de lancer votre propre parti. Être corse et régionaliste, voire favorable à une forme d'autonomie sans être nationaliste, est-ce possible ?

Je pense sincèrement que les lignes politiques ont considérablement évolué au niveau international, national et local. On ne peut plus regarder ou appréhender le monde politique d'aujourd'hui et de demain avec la grille de lecture qui prévalait il y a seulement quatre ou cinq ans. Un parti va permettre à la fois de constituer un socle militant indispensable et une force de proposition tenant compte de ces évolutions. Il me semble de ce point de vue indispensable de créer de l'interactivité avec une base. On ne peut pas solliciter le peuple tous les cinq ans et lui tourner le dos aussitôt élus. Cette organisation prendra sens sur une ligne politique clairement régionaliste. Tout l'enjeu est d'arriver à faire entendre que le régionalisme, c'est l'affirmation du fait régional à travers une autonomie accrue, se distinguant en cela du nationalisme qui prône par définition l'avènement d'une nation. J'ai plaisir en cela à constater que d'autres territoires de France partagent cette analyse, comme nous avons pu l'évoquer avec Hervé Morin, président des régions de France, lors de sa dernière visite. ■

« Le régionalisme, c'est

l'affirmation du fait

régional à travers une

autonomie accrue »

CROIX ROUGE

UNE CORSE AU SÉNÉGAL

**Originaire de Bastia, Céline Luciani
est étudiante infirmière en 3^e année**

à l'IFSI de la Croix Rouge, à Paris.

**Elle est fraîchement revenue
d'un stage humanitaire de six semaines
au Sénégal avec cinq**

de ses camarades de promotion.

**Bilan d'une expérience enrichissante,
humainement comme professionnellement.**



Photo DR

La Team Sénégal... C'est ainsi qu'ils ont baptisé leur collectif. Sur les réseaux sociaux, où ils ont été très actifs, Céline Luciani, Marie Gardes, Emma Hebbelinck, Mathilde Baro, Carljin Deruere et Stéphane Luong avaient organisé une campagne de financement participatif via la plateforme cagnotte.me, de même qu'une collecte de fournitures médicales, de vêtements et de jouets. «Pour les enfants, notamment, nous ne voulions pas arriver les mains vides, explique Céline. Mais aussi, nous avons souhaité amener des gants à usage unique, de l'iso-Betadine ou encore des compresses, du matériel que l'on ne trouve pas là-bas». Là-bas, c'est-à-dire Thiès, l'une des plus grandes villes du Sénégal, située à 70 km à l'est de Dakar et comptant plus de 765 213 habitants. Nœud ferroviaire et routier, cet ancien lieu de garnison est aujourd'hui le centre administratif et économique du pays.

«Sur place, la Croix Rouge met en place différentes actions à destination des populations défavorisées, poursuit Céline Luciani. Elle se mobilise auprès des enfants en particulier, au sein des écoles, en menant des actions de prévention sanitaire. Notre organisation est également très présente sur le plan de la sécurité et de la lutte contre la pauvreté lors de grands événements. À l'occasion de la journée de la femme, elle coordonne par exemple un appel aux dons pour venir en aide aux femmes en difficulté».

Terminant leur cursus de formation, les étudiants avaient à cœur de découvrir une autre culture et le monde de l'humanitaire. Pour ce projet d'étude, ils ont été accueillis et logés par l'association locale de la Croix Rouge, en officiant, en leur qualité d'infirmières et infirmiers bénévoles, dans le cadre de l'hôpital régional.

«La toute première rencontre a été assez compliquée car nos homologues parlent la langue nationale qui est le wolof. Nous avons tout de même été très bien accueillis, épaulés et encadrés. Lors de notre parcours de stage, nous avons pu évoluer en immersion et travailler dans les différents services d'hospitalisation. J'ai appris énormément auprès des médecins de Thiès et j'en reviens enrichie professionnellement. La formation sénégalaise est basée sur des données médicales, alors qu'en France nous avons une grosse partie sur la prise en charge psychologique du patient.

Là-bas, les infirmières sont appelées: «les petits médecins»!». Céline Luciani a également fait le plein de souvenirs. «Je garderai en mémoire une de nos dernières excursions au sein d'une école pour faire de la prévention sur le lavage des mains. Nous avons pu échanger avec les enfants pendant la récréation, partager ensemble des chansons et des jeux. Il y a eu beaucoup d'interactions et d'émotions. Ça a été un moment extraordinaire».

Malgré de fortes chaleurs, «entre 25 et 42°C durant l'ensemble du séjour», les étudiants parisiens sont parvenus à s'acclimater à la vie à Thiès. «Nous avons eu la chance d'avoir une cuisinière qui nous préparait des plats locaux sans épices. Car nous n'aurions pas beaucoup pu nous nourrir».

Pour la jeune Bastiaise, la culture sénégalaise a été marquante à plus d'un titre.

«Humainement, je retiendrai que nous pouvons être heureux et vivre avec très peu de choses. Les gens sont très accueillants et ouverts. Toute personne étrangère au pays ou à la famille est la bienvenue dans l'enceinte de la maison afin de partager un repas ou un thé. Cet état d'esprit se retrouve également en Corse, avec l'hospitalité, la générosité et l'entraide. Il y aurait de quoi établir un pont entre nos deux cultures».

Céline Luciani devrait valider à la fin du mois de juin son diplôme d'État. «Par la suite, je vais chercher un emploi. Et, pourquoi pas, un jour partir avec La Croix Rouge pour une nouvelle mission humanitaire». ■ Pierre-Louis MARCHINI

« Humainement, je retiendrai
que nous pouvons
être heureux et vivre
avec très peu de choses »

Nouveau dans votre ville

“ Les experts en signalétique ”



publicité adhésive
enseigne - signalétique
décoration vitrine - totem
banderole - habillage véhicule
signalétique extérieure
chevalet - panneau
impression grand format
cartes de visite - flyers
dépliants...

Et bien d'autres supports
de communication visuelle !

Ouverture de l'agence PANO

04 95 32 11 11

RN 193 Rond Point Ceppe
Lieu dit Cardello
20620 Biguglia
Tél. 04 95 32 11 11
E-mail : contact@pano-bastia.fr
www.pano-bastia.fr



*Offre non cumulable, valable dans l'agence PANO participant à l'opération. Voir conditions de vente en agence. Chaque agence PANO est juridiquement et financièrement indépendante.

Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 9h30 à 18h00

Bénéficiez d'une
remise de
bienvenue

-25%*

sur tout le lettrage adhésif sur présentation de ce bon jusqu'au 08/05/2018

IDEAL FRAIS
Pêche & aquaculture

TOUS LES PRODUITS FRAIS & SURGELÉS DE LA MER

Pêche locale - Coquillages - Crustacés
DEPUIS 1994, UNE ÉQUIPE AGUERRIE
AUX MÉTIERS DE BOUCHE À VOTRE SERVICE



Du plaisir de déguster des produits simples, beaux et de qualité et du désir de partager ce moment de bonheur est née notre gamme «PRESTIGE».

Nous avons sélectionné pour vous des produits uniques élaborés par des artisans au savoir-faire incontestable.
Caviars, saumons fumés, truffes, épicerie fine...



Découvrez également nos gammes "Corse" & "Sélection"



Livraisons sur toute la Corse

idealfrais-corse@wanadoo.fr - Fax : 04 95 10 04 33

Immeuble Pazzo di Borgo
Entrée A Chemin de Loreto - 20090 - AJACCIO

Tél. 06 84 54 20 98 - 04 95 10 04 44

CORSE
PISCINE
POLYESTER
06 43 73 07 40

CONTACT PUBLICITÉ ICN

CORSE REGIPUB SAS
M. STÉPHANE BRUNEL
TÉL. 06 12 03 52 77

mail: brunel.stephane@yahoo.fr



Bulletin d'abonnement

À remplir et à retourner sous enveloppe affranchie à :
ICN CorsicaPress éditions • Immeuble Marevista • 12, Quai des Martyrs • 20200 Bastia

JE M'ABONNE

- Pour un an à la version papier pour **60€** Pour un an à la version web pour **30€**
 Pour un an à la version papier plus version web pour **65€**

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

Pour recevoir la confirmation de mon abonnement et les informations liées à mon compte client, j'indique mon adresse e-mail (en capitales) :

EMAIL : _____ @ _____

Je désire recevoir gratuitement la newsletter d'ICN

J'accepte de recevoir les informations d'ICN Oui Non
et de ses partenaires Oui Non

Ci-joint mon règlement par :

Chèque à l'ordre d'ICN Carte bancaire

N° :

Expire fin : _____ Clé : _____ Les 3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire

Date et signature obligatoires

CORSICAPRESS EDITIONS SAS • RCS BASTIA 528 790 033



Révolutions, Pois-Chiche et Tango

Et la Grotte de Lascaux

DANS LES ÉCOLES DU 14 AU 18 MAI

Quand Marcel et ses amis découvrent la Grotte de Lascaux par l'auteur **Régis Delpeuch** aux éditions ScriNeo.

JEUDI 17 MAI À 18H À LA MÉDIATHÈQUE

BARBERINE DURIANI - ALB'ORU

VENDREDI 18 MAI À 18H À LA BIBLIOTHÈQUE DE GHISONACCIA

Figures libres. **Jacques Pradel** reçoit...

Vladimir Fedorovski qui vient de publier *Au Cœur du Kremlin, des Tsars rouges à Poutine*

SAMEDI 19 MAI À 18H À LA MÉDIATHÈQUE DE

CASTAGNICCIA MARE É MONTI

Mai 68

Conférence/débat avec **Christophe Bourseiller**

JEUDI 24 MAI À 18H À LA BIBLIOTHÈQUE PATRIMONIALE

Rencontre avec **Jacques Trémolet de Villers** pour *En terrasse avec Cicéron aux Belles Lettres*

Anne-Marie Venturi et **Martine Cometto** pour *Les disparues d'Apulie*

VENDREDI 25 MAI À 18H AU CENTRE CULTUREL UNA VOLTA

Mai 68

Rencontre avec **Pauline Dreyfus** pour *Le déjeuner des barricades*

Projection *Le Redoutable* de **Michel Hazanavicius** **AU RÉGENT À**

19H

SAMEDI 26 MAI À L'HÔTEL CENTRAL

Conférence Le tango argentin par **Christophe Apprill** à **16H30**

Lecture musicale, textes dits et chantés par **Patrizia Poli** accompagnée par **Pascal Arroyo** avec la complicité des danseurs **Marcela Tejada** et **Laurent Giacomoni** à **18H**.

PROJECTIONS AU RÉGENT À 19H

Tango surprise d'E. E.

Assassination Tango de Robert Duvall

Milonga au Régent Kid à **21H**

MERCREDI 30 MAI DE 14H - 16H À LA MÉDIATHÈQUE BARBERINE DURIANI

Conférence *La Transmission de l'histoire* par **Jean-Pierre Remond**

2018

Festival du livre d'histoire et de fiction historique

HISTOIRE(S)

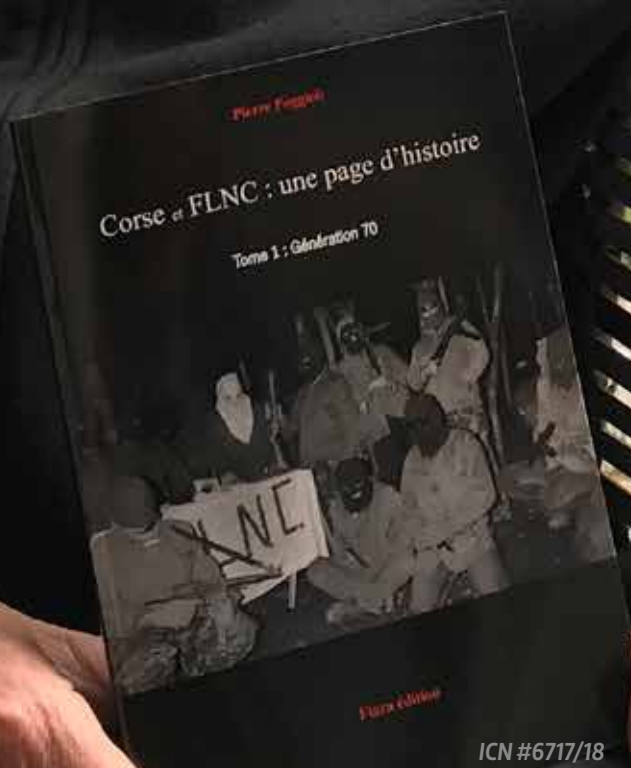
en MAI

www.arte-mare.corsica
facebook.com/festivalartemarebastia



CORSICA È FLNC

UNA PAGHJINA DI STORIA CÙ PETRU POGGIOLI



Militanti nazionalisti di a prim'ora, Petru Poggioli publicheghja a prima parti di un'opara nova, Corse et FLNC : une page d'histoire – Tome 1 : Génération 70. Una manera di vultà nant'à un'epica chi hà stampatu à più pudè a storia di l'isula è di purtà podassi un sguardu novu di pettu à l'evoluzioni pulitichi è suciali ch'è no cuniscimu oghji.

A piuma lesta ! Hè ciò chì si pò dì di Petru Poggioli, unu di i membri fundatori di u Fronti di Liberazioni Naziunali di a Corsica, cù una diaciannovesimu libru stampatu in una piccula vintina d'anni. U so suchju ? A pulitica, ancu s'ellu s'era lanciatu annu cù riescita inde u gennaru di a nuvella cù *Girandulata murtale*. Ritornu dunqua à i fundamenti, cù un scrittu chì ùn hè micca u prima inghjiru à a clandestinità è u FLNC in particulari, chì vada da u principiu di l'annati 1970, cù tant'evenimenti fundivi com'è l'affari d'Aleria, fin'è quillu di l'anni 1990 è ciò chì s'hè chjamatu « a guerra » trà i nazionalisti. « *Aghju dighjà scrittu assai affari nant'à sta perioda. Aghju fattu un riassuntu d'appena di tuttu pà fà un liamu cù tutti l'evenimenti chì sò accaduti in issu mentri* », amenta l'autori. « *À l'epica, quandu aviu scrittu nant'à u listessu tema, t'aviamu u nasu drentu à a situazione, postu chì scriviamu à caldu. In più, dipoi u 2014, cù l'arrestu di a lotta armata da u Fronti, ci sò stati assai affari. Faci chì aghju pinsatu chì l'aghjenti si pudariani fà oghji un'idea sfarenti podassi* », cuntinueghja l'anzianu dirighjenti puliticu. Una manera di veda l'affari grazia à un angulu novu cù, da una parti, un Statu putenti è da un'altra una lotta chì pà u militanti di sempri « *hà fattu sbagli, ma chì hè cuntinuata è chì hà parmissu di ghjunghja à a situazione oghjinca* ». Un libru induv'ella hè mintuvata dinò a famosa generazioni sittanta, purtata da un soffiu di libartà tremendu, malgradu una lotta chì s'annunziava difficiuli. « *Semi intruti inde sta lotta cù l'idei di l'anni 70. Era l'epica di i lotti di libarazioni nazionalisti in u mondu. C'erani i cunsequenzi di maghju 68 cù calchi annu di ritardu in Corsica. C'era un scumbugliu à u nivellu di l'idei è quissi qui si sò imposti à noi, à pocu à pocu* », si ramenta cù nostalgia Petru Poggioli. Ma da u dì à u fà, c'hè un passu chì c'hè vultu à francà pà pudè crescia. « *T'aviamu vint'anni è ci diciami chì ùn bastava micca à scriva l'idea, à discorra, ci vulia à mettali in pratica* », incalca u capimachja. Ghjuventù in bullori, à u nivellu intellettuali dinò, cù aduniti di studenti in parechji università di u cuntinenti, com'è in Nizza par asempiu. Una ghjenti chì hà dicitu à un certu mumentu di fà a ghjunzioni cù i regionalisti isulani di l'epica, ma dinò l'agricultori chì si muviani assai tandu. U populu corsu vulia entra in una via nova. « *Com'è a Corsica era cunfruntata à un'altru mondu chì ghjunghja, cù a mundialisazioni, a mudernità, pudiamu dì chì erami qui inde l'annati sissanta sempri à u Medievu, cù un disertu economicu. Ma ci diciami ch'è no t'aviamu un bellu paesi, cù assai cosi à fà è chì ci vulia à luttà contr'à ciò chì c'impidiscia d'avanzà, vali à dì u culunialismu chì s'appughjava nant'à u clanisimu corsu, chì pà i so intaressi parsunali lacava da cantu quilli cullittivi di u populu* », accerta l'autori. L'omu voli ancu metta in avanti oghji, più cà mai, una chjarificazione ch'ellu avia fattu dighjà tant'anni fà, dopu a so partenza da u FLNC : un hà mai cundannatu a clandestinità, nè mancu a dimarchja glubali. Ricunosci invece ch'ellu hà fattu critichi à u nivellu di certi azzioni, di a manera di purtà a lotta. « *Ùn mi socu mai cunsidaratu com'è un pintutu. Ancu quandu ùn eru più in u Fronti, aghju sempri dittu ch'è un dissuciatu* », incalca u duttori in scena pulitica apparagunata. « *A clandestinità facia parti di u prublema corsu è*

da fà ch'ella si piantessi, ci vulia à truvà a soluzioni à u prublema puliticu ». Pà ciò chì tocca a fini di a lotta armata, parechji mutivi a poni ghjustificà à parè soiu, ancu s'è u più maiò hè forse l'idea chì a violenza impidiscia d'avè risultati à u nivellu puliticu. Inveci dipoi trè anni, violenza ùn ci n'hè più. I nazionalisti ani vintu parechji alizioni maiò, si ritrovani à i rispunsabilità, ma u prublema cù u Statu ferma sempri listessu. U libru veni dinò qui par appughjà a riflessioni di u publicu nant'à issa dumanda chì volta sempri di più : emi avanzatu à u nivellu suciali, economicu è identitariu ? « *Quandu c'erani l'annati di riprissioni, di lotta, podassi chì Parighji vidia u prublema corsu com'è veramenti puliticu. Ben intesu emi avanzatu à u nivellu istituzionali, ma com'ellu si vedi in Catalogna è ind'altri paesi induva c'erani movimenti di violenza pulitica, ùn sò micca sicuru chì l'idei di l'aghjenti di vint'anni fà fussini presi in contu oghji da issi Stati chì negani sempri i diritti di i populi è chì si sentini podassi più forti oghji, di pettu à a situazione chì ùn cambierà più* », si dumanda u militanti. Tanti intarrugazioni spuntani, frà altru nant'à l'evoluzioni di a Corsica issi trè ultimi anni. Tocca, cù un'analisi ughjettiva, à u movimentu nazionalistu, in tutti i so tindenzi, à piglià u prublema in contu è à fanni l'analisi, cù chì soluzioni ad arricà, senza aspittà sempri chì un raghju divinu falessi da Parighji ver di u celu di Cursichella. « *Issi quarant'anni, hè u FLNC è a clandestinità chì ani purtatu a storia. Fin'è u 2014, s'è u movimentu nazionalistu assistia, duvia sempri tena contu di ciò ch'ella dicia a clandestinità, osinnò ùn assistia micca* ». Da un'altra banda, aldilà di i partiti, bisognu chì, com'ellu a dici d'altrondi Petru Poggioli, a cuscenza pulitica di u populu si vidissi tutti i ghjorni nant'à tutti i tarreni. L'opara literaria devi ghjuvà à a ghjuventù, par ùn ripruducia certi affari. « *Pensu chì l'errori, i mancanzi è i sbagli pulitichi ch'ellu hà fattu u nazionalisimu corsu, ma dinò a clandestinità è u Fronti di issi quarant'anni devini serva d'asempiu à i ghjovani par ùn più falli* ». À listessu tempu, u militanti metti in risaltu u fattu ch'ella ferma quantunqua l'idea nazionalisti corsa è chì ancu s'è à a pupulazioni è à a sucità li pari chì l'affari ùn criscessi micca à issu nivellu qui, cuntinueghja ad assista è i generazioni novi a devini piglià in contu. Parlandu di generazioni, quilla ditte di u sittanta s'hè battuta par cambià a sucità. Parechji di i so membri portani in a so menti una riflessioni. A sucità d'oghji hè quilla ch'ella vuliani tutti quilli chì si sò ingaghjati quarant'anni fà in a lotta di u populu corsu ? Pà Petru Poggioli, « *s'è a sucità ùn cambia micca, s'ella ùn vada micca inde u bon sensu, s'è l'ecunomia è u suciali ùn intarressani micca a maghjuria di i Corsi, voli di chì a sucità ferma com'ella hè. Tandù si dicierà chì l'idea nazionalisti hà fiascatu, ma dinò quilli chì si sò ingaghjati. O tandu podassi chì u mondu hè cambiatu à tal puntu chì ùn c'hè più piazza pà i pinsamenti di calchi annu fà, i sogni. Inveci pà fà avanzà una sucità, ci voli ch'ella sunniessi. Ma tocca à i generazioni nova à dilla, micca à mè* ». Da chì fà rifletta tutti quilli chì si sentini cuncirnati, aspittendu u sicondu tomu andendu da l'annati 1990 fin'è u 2015, privistu pà a fini di l'annu. ■

Santu CASANOVA

Corse et FLNC : une page d'histoire – Tome 1 : Génération 70 [Edizioni Fiara]

« T'aviamu vint'anni è ci diciami chì ùn bastava micca à scriva l'idea, à discorra, ci vulia à mettali in pratica »

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA MSA

(BON) BILAN ET PERSPECTIVES



Photo Pierre Pasqualini

La Mutualité sociale agricole (MSA) de Corse a tenu son assemblée générale ordinaire le 15 mai à Algaghjola, en Balagne.

L'organisme de protection sociale a fait part à ses adhérents du rapport d'activité et du rapport moral de l'année 2017, et détaillé les diverses actions de la MSA.

En préambule, quelques chiffres mis en avant par, le directeur général de la MSA, Pierre Robin: «La MSA de Corse redistribue chaque année 120 M€ de prestations pour tous les adhérents, pour 40 M€ de cotisations encaissées, au profit des 30 000 bénéficiaires. Nous avons voulu illustrer, aujourd'hui, les faits marquants de l'année 2017 en balayant toute l'activité de la MSA pour montrer à quel point elle était indispensable à la Corse et aux territoires ruraux. Nous avons aussi recruté trois nouvelles personnes, une infirmière, un travailleur social et un conseiller en prévention des risques professionnels. Ainsi, nous voulons être toujours plus présents sur le terrain. Nous avons aussi travaillé sur le numérique, avec l'ouverture officielle aujourd'hui de notre page Facebook et la possibilité bientôt d'avoir accès à la visioconférence dans les maisons de service public.» Un bilan positif dû aussi à une plus grande fermeté face aux mauvais payeurs. «On parle souvent de la MSA par rapport à ceux qui ne payent pas leur cotisation. Tout d'abord, il faut rappeler que ceux-ci sont une minorité, après il y a une partie des débiteurs qui ont des difficultés ou qui n'ont pas payé la MSA, nous voulons progressivement les rattraper en leur proposant des échéanciers sur une période de sept ans, pour leur permettre de combler leur retard. On le fait avec bienveillance mais aussi avec fermeté parce qu'il faut que tous les agriculteurs soient à armes égales» souligne Pierre Robin.

Vient ensuite le rapport moral, présenté par le président, Dominique Fieschi, qui énumère les trois points forts illustrant les progrès de l'année 2017. «Le premier, c'est la mise en œuvre des mutualisations de proximité. Cette mutualisation est née de la volonté de l'État de passer de 35 caisses sur l'Hexagone à cinq ou six, nous avons alors fusionné avec les caisses de Provence Azur et Alpes Vaucluse. Grâce à cela, nous avons pu pallier nos carences en matière de réception des appels en passant de 40 % à 75%. Ce changement s'est fait naturellement et ne change rien pour nos adhérents qui composent toujours les mêmes numéros et tombent sur des personnes très compétentes, capables de les renseigner, peu importe la région où elles se trouvent. Le deuxième point important est la normalisation des procédures de recouvrement des cotisations. Notre MSA de Corse redistribue trois euros de prestation lorsqu'elle en encaisse un, il faut la préserver et ce n'est pas aider les agriculteurs que de les laisser s'endetter sans rien faire, ou pire, de les inciter à ne pas payer leurs cotisations. Enfin le troisième point, qui est la preuve que les choses changent et évoluent dans le bon sens, est l'aboutissement du projet immobilier pour notre siège d'Aiacchi. Des locaux de 2 400 m² qui se situeront à Sarrola, dans la périphérie ajaccienne. Nous nous attelons aussi à fusionner nos bureaux de Bastia et d'i Fulelli de la même manière» détaille-t-il avant de conclure sur le travail réalisé aussi par la crèche de Cozzanu ainsi que grâce au partenariat avec le Centre intercommunal d'action sociale (CIAS) des Cinque Pieve. «Avec nos assistantes sociales, nous finançons les crèches; Cozzanu est une réussite et j'en profite pour inviter les communes désirant avoir une crèche chez elles, à se rapprocher de la MSA. Notre travail concerne les enfants d'agriculteurs mais aussi les retraités, grâce à nos partenariats avec les mairies et les communautés de communes comme c'est le cas en Balagne avec le CIAS des Cinque Pieve», conclut-il. L'AG s'est achevée par la restitution d'un travail de sensibilisation aux produits chimiques par les élèves du lycée agricole de Borgu. Un travail chapeauté par la MSA qui a valu à ces futurs agriculteurs d'être lauréats du prix Inter MSA de la région PACA. ■ Pierre PASQUALINI

3 QUESTIONS À ...



Photo Jacques Paoli

BENOÎT BRUZI
Maire de Vescovatu

La salle de sports Charles-Orlanducci vient d'inaugurer son parquet, le premier en Haute-Corse, qu'est-ce que cela vous inspire ?

Inaugurer cette infrastructure et permettre au public de se l'approprier, est un grand moment d'émotion et de très forte intensité, car ce lieu est celui de notre jeunesse et de notre tissu associatif. Il deviendra, j'en suis convaincu, un carrefour social et solidaire à l'image de la manifestation qui a précédé sa mise à disposition officielle avec le rassemblement du mini-basket, rendez vous annuel qui a réuni à Vescovatu l'ensemble des écoles de basket ball de la Corse. On ne pouvait rêver meilleur moment pour cette inauguration, en présence du président de la FFBB, Jean-Pierre Suitat, et d'Anne Luciani, présidente de la Ligue corse de basket-ball.

Quel est votre principal motif de satisfaction ?

D'une part l'exceptionnalité d'être la première commune de Haute-Corse à avoir une salle des sports équipée d'un parquet, mais surtout, d'avoir concrétisé ce projet de longue date, pour lequel je dois souligner l'implication des équipes municipales successives de Vescovatu et des dirigeants du club de basket ball qui ont toujours porté très haut nos couleurs. Une volonté commune a porté ce projet, dont la réalisation va permettre à la salle Charles Orlanducci de devenir un lieu phare de la vie sportive communale, voire au delà. Je crois que chacun d'entre nous, élus, acteurs publics et privés, et bien sûr Collectivité de Corse, avons joué le rôle qui est le nôtre : vivre et faire vivre notre territoire !

Quelle place occupe cette salle des sports dans l'environnement sportif communal ?

Une place centrale. Le sport est un facteur de reconnaissance et de rassemblement social. Il permet à toute une population de se retrouver pour partager des moments forts. Il est avant toute chose solidarité. Cet outil de proximité est un exemple d'ouverture sur l'extérieur et concrétise la volonté de mise en œuvre d'une politique de revitalisation et de développement du milieu rural. Notre équipe municipale, à l'instar des précédentes, va poursuivre son action en faveur de projets innovants comme celui-ci, et ce en dépit du contexte économique difficile, afin de répondre de manière adaptée et cohérente aux besoins des habitants de Vescovatu, et de manière plus générale, de ceux du territoire de la Casinca. Dans la continuité et la pérennité, parce que notre territoire et notre jeunesse, sont nos priorités. ■

Propos recueillis par Jacques PAOLI

REDYNAMISATION DES CENTRE-VILLES

L'AMBITION DE DEMAIN



Photo Isabelle Bartoli

La CCI de Corse du Sud a réuni l'ensemble des acteurs insulaires à l'occasion de la présentation du rapport «Mission prospective sur la revitalisation commerciale des villes petites et moyennes». Maintenir et développer le cœur de ville reste un enjeu prioritaire pour les grandes villes insulaires.

Depuis de nombreuses années, l'expansion des principales villes insulaires et de leurs périphéries pèse sur le petit commerce de proximité et particulièrement dans les «cœurs de ville». Nombreuses ont été les sonnettes d'alarmes tirées par les associations de commerçants jusqu'aux polémiques lors de l'ouverture de grands centres commerciaux. Derrière l'angoisse du commerçant, on retrouve d'autres enjeux d'envergure: l'attractivité de la ville, l'économie de celle-ci et la qualité de vie des résidents. Oui, mais voilà, quelles sont les solutions envisageables? Tour à tour, région, mairies, communautés d'agglomération et chambres consulaires ont été consultées et interpellées sur la question. Le 11 mai, la Chambre de commerce et d'industrie de Corse-du-Sud [CCI2A] a tenu le pari de réunir tout le monde autour de la table, en présence d'André Marcon, président honoraire des CCI de France, auteur d'un rapport sur la question. «À Ajaccio, par exemple, un diagnostic de la situation a déjà été établi, avec une stratégie de développement. Reste à trouver une véritable gouvernance avec les élus car rien ne peut se faire sans eux, note André Marcon. Il faut une gouvernance qui regroupe l'ensemble des acteurs de la ville ainsi que des bailleurs qui soient sociaux ou privés, mais aussi et surtout les commerçants et ceux qui s'occupent des animations de la cité. Il faut définir les périmètres, garder ce qu'il faut pour rappeler les surfaces commerciales avec une seule volonté: développer le centre-ville et y amener des clients».

Et dans les préconisations du rapport, l'heure n'est plus aux polémiques autour du stationnement ou des grandes surfaces en périphérie. Un seul mot d'ordre: évoluer avec son temps! Estimant que l'époque où le commerçant et le client se garaient côte-à-côte en toute facilité dans le centre-ville est révolue, les experts penchent pour une mobilité moderne comme des navettes et des stationnements stratégiques. Par ailleurs, André Marcon a souligné

l'importance de la concertation avec tous les élus. «Les élus de la périphérie des villes doivent se rendre compte de l'importance de la ville, centrale pour leur territoire. Une ville-centre qui est attractive, tout le territoire devient attractif. Il faut donc savoir prendre ses responsabilités et décider».

Du côté de la CCI, on est fermement résolu à maintenir tous les acteurs autour de la table des discussions et des décisions pour sortir de l'impasse et surtout regarder vers l'avenir afin de redynamiser le cœur de ville et son commerce.

«Il faut se remettre en question et changer notre vision, a expliqué Paul Marcaggi, président de la CCI2A. Nous devons travailler de manière concertée. Nous l'avons fait aujourd'hui et nous devons continuer dans cette voie. Le petit commerce et le centre-ville peuvent renaître avec les bons leviers. De plus, il ne s'agit plus de tourner le dos aux grands groupes mais de leur proposer de s'asseoir, eux aussi, autour de la table. Il convient d'ouvrir le dialogue afin de maîtriser l'offre commerciale sur l'ensemble du territoire et d'attirer l'attention sur l'importance de l'attractivité de la ville centrale».

Le rapport d'André Marcon comporte un certain nombre de pistes en plus d'un diagnostic. On y trouve la mise en place d'un véritable marketing du centre-ville avec par exemple l'identification d'un parcours-client avec signalétique, mobilier urbain, etc. On y préconise également l'innovation avec la conquête de nouvelles clientèles, la création d'une plateforme numérique de mise en relation, ou encore la diffusion de programmes spécifiques dédiés. Il faudra aussi, vraisemblablement, que les commerces s'ajustent à l'air du temps et aux habitudes de consommation notamment en termes de révision des horaires et jours d'ouvertures. Le chemin est certes encore long mais les pistes de réflexion sont bien là et les acteurs enfin tous réunis. Les centre-villes ne semblent pas avoir dit leur dernier mot. ■ Isabelle BARTOLI

ÉDUCATION

DES LYCÉENS PLAIDENT POUR LES DROITS DE L'HOMME

La LDH et l'Académie ont récemment organisé un concours d'éloquence à destination des lycéens. Une grande première à laquelle 46 jeunes gens ont participé, en faisant preuve d'une grande maturité.



Photo Manon Perelli

Ils ont déjà le verbe et la passion, même s'ils ne se destinent pas forcément à des carrières juridiques. Au point que le jury, lui, en est souvent resté sans voix. Pour la première fois, la Ligue des Droits de l'Homme (LDH) et l'Académie de Corse ont organisé un concours de plaidoiries pour les Droits de l'Homme à destination des lycéens insulaires. 46 d'entre eux, venus d'établissements de toute l'île, ont choisi de participer à cette première édition d'un concours qui se veut pérenne et dont le coup d'envoi a été donné à Ajaccio, au collège Laetitia, le 15 mai dernier. Face au jury présidé par le recteur et composé de membres de la LDH, de M^e Jean-François Casalta, bâtonnier du Barreau d'Ajaccio, et de plusieurs représentants de la communauté éducative, les avocats d'un jour ont donné le meilleur d'eux-mêmes. Au point qu'en fermant les yeux un instant pour oublier leur jeune âge, on pouvait volontiers les imaginer vêtus de la robe noire en train de plaider face à une cour de justice. Tous avaient de plus travaillé autour de thèmes sérieux et difficiles dont ils ont parlé avec une admirable maturité. Léa, Loane et Camila, du Lep Finosello ont ainsi plaidé contre le harcèlement scolaire en s'inspirant de la dramatique histoire du suicide de Marion, 13 ans. Elèves du Lætitia, Anne-Lise et Anna-Santa ont pour leur part construit leurs argumentaires autour du racisme pour l'une et des enfants victimes de violences familiales pour l'autre. Damien, du Lycée Fesch, a quant à lui dénoncé la peine de mort en s'appuyant sur la technique de l'exorde de Cicéron, avant qu'Alexandre ne vienne fustiger le harcèlement sexuel. «*On a fait un vrai travail de préparation en allant à leur rencontre avec les bâtonniers, pour leur expliquer ce qu'est une plaidoirie et leur donner les références des textes des Droits de l'Homme, explique Christine Paccou de la LDH. On voulait leur montrer aussi que les Droits de l'Homme sont un combat qui sera le leur demain et ils ont été brillants. On a trouvé la relève*». Dans ce concours, dont la deuxième partie s'est déroulée à Bastia les 16 et 17 mai, il n'y a pas de perdant. Ces citoyens en herbe ont déjà su faire le pari de l'éloquence et seront récompensés le 13 juin prochain lors d'une cérémonie de remise des prix, en présence du célèbre pénaliste Henri Leclerc. Puis, les mieux classés s'envoleront vers Paris pour découvrir l'Assemblée nationale et au siège national de la LDH. ■ Manon PERELLI

ASSEMBLÉE DE CORSE

RÉFORME DU PARLEMENT: AVIS NÉGATIF

À l'occasion d'une session extraordinaire, l'Assemblée de Corse a marqué son opposition aux projets de loi organique au motif que ceux-ci ne prendraient pas en compte les spécificités de l'île.

Une fois n'est pas coutume, il y avait un point unique à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'Assemblée de Corse le 14 mai dernier: les projets de loi organique et ordinaire – selon la formule consacrée – «*pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace*». L'hémicycle pouvant en effet émettre un avis sur les projets de loi qui comportent des dispositions spécifiques pour l'île, le président de l'Exécutif a souhaité lui soumettre un rapport sur la question. Tout en convenant qu'il s'agit là d'un coup d'épée dans l'eau, étant donné qu'il y a peu de chance que l'avis de l'Assemblée de Corse conduise le gouvernement à modifier son texte. Point par point, Gilles Simeoni a toutefois dressé le tableau des conséquences que ces projets de loi auraient sur la Corse. Tout d'abord au niveau de la réduction du nombre de parlementaires de 30%, il a indiqué que la mesure amputerait l'île de deux députés. Une diminution de moitié qu'il juge fort regrettable au regard des spécificités géographiques de l'île montagne qui compte 4 circonscriptions très étendues et diverses. «*On peut craindre que l'on affaiblisse le lien entre les députés et les électeurs, au détriment des zones rurales*», a-t-il fait valoir. Au niveau de l'élection d'une partie des députés au scrutin de liste à la représentation proportionnelle, il a souligné que les modalités de désignation «*risquent mécaniquement d'accentuer l'effet d'éviction au*

détriment de la Corse». Ce qui, a-t-il déploré, «*risque de conduire à la non représentation de la Corse sur les listes éligibles*».

Enfin, au niveau de la mesure prévoyant la limitation du cumul des mandats dans le temps pour l'ensemble de la classe politique, il a rappelé que la majorité territoriale y est favorable, tout en estimant que «*sur cette question la Corse ne peut pas faire l'économie d'une réflexion spécifique*».

«*Un certain nombre de mesures envisagées par ces projets de lois vont dans le bon sens sur les principes, mais il apparaît que les spécificités géographiques ou politiques de certains territoires ont insuffisamment été prises en compte. Nous pensons que la Corse et son peuple ont des intérêts propres au point de vue politique, économique, social et culturel, et que donc nous devons voir la juste représentation de notre île et de son peuple garantie dans toutes les institutions où se prennent des décisions les concernant, qu'il s'agisse du Sénat, de l'Assemblée Nationale, ou du Parlement européen*», a-t-il conclu en proposant à l'hémicycle d'émettre un avis défavorable au regard de ces critères.

D'accord sur l'essentiel mais ayant vu ses amendements rejetés, le groupe Per l'avvenne s'est abstenu, imité par La Corse dans la République. Sans surprise, le groupe Andà Per Dumane, favorable à la réforme, s'est quant à lui prononcé contre le rapport. ■ Manon PERELLI

ENVIRONNEMENT

ÉDUIQUER POUR PROTÉGER AU MIEUX LA MÉDITERRANÉE



Depuis 25 ans, l'opération La mer en fête part à la rencontre des jeunes générations afin de les sensibiliser aux fragiles écosystèmes de la Grande Bleue.

Cette année, trois rendez-vous ont permis à près de 1500 enfants d'Ajaccio, Bastia et Marseille de participer à de nombreux ateliers ludiques.



Jean-Valère Geronimi

Photos Manon Perelli

Sur le *Jean-Nicoli*, amarré au port d'Ajaccio le 14 mai dernier, plusieurs dizaines d'enfants ont embarqué pour une mini croisière sur l'océan du savoir. Point de traversée de la Méditerranée en vue, comme à Bastia et à Marseille quelques jours plus tard, c'est pour l'opération La mer en fête que Corsica Linea, partenaire de l'événement*, a mobilisé ses navires. Organisée depuis 25 ans par l'association CPIE Bastia Golo Méditerranée U Marinu, cette manifestation désormais connue et reconnue propose aux scolaires des animations qui visent à développer chez eux le sentiment méditerranéen et à les sensibiliser à la protection de l'environnement. « Il y a un proverbe qui dit : si tu as un projet d'un an, sème une graine, si tu as un projet de 10 ans, plante un arbre, si tu as un projet d'une vie, éduque. Nous sommes des sensibilisateurs. Le but de cette opération, c'est de faire de ces enfants des éco-citoyens responsables. On a le devoir d'initier les jeunes pour qu'ils puissent prendre des décisions indispensables pour l'avenir de notre Méditerranée », souligne Jean-Valère Geronimi, président fondateur d'U Marinu. Au fil des années, cet ancien ingénieur océanographe a su s'entourer de scientifiques, mais aussi d'artistes ou tout simplement d'amoureux des océans tout autant désireux que lui d'agir pour préserver notre écosystème à la fois riche et fragile. Ainsi cette année, au travers de nombreux ateliers, les quelques 1500 enfants accueillis à bord des bateaux de la Corsica Linea ont pu notamment rencontrer un sauveteur en mer et sa chienne terre-neuve, être sensibilisés aux problématiques des déchets et de la qualité de l'air, ou encore apprendre quels sont les moyens de lutte qui se mettent en place en cas de pollution par hydrocarbures. À peine le temps de souffler, ils sont également partis à la découverte de la faune marine en effectuant un tour dans les airs aux côtés des balbuzards pêcheurs, avant de plonger dans le monde sous-marin pour mieux connaître les poissons de Méditerranée. Enfin, ils ont également pu réviser leurs idées reçues sur les requins et comprendre que la mauvaise réputation héritée des *Dents de la mer*, qui leur est encore trop souvent associée, est totalement injustifiée.

Un voyage dans le monde merveilleux de l'immensité bleue dont ils se souviendront sans doute longtemps. ■ Manon PERELLI

* Outre la compagnie maritime, la manifestation est également soutenue par l'Office de l'Environnement, la Dreal et la fondation EDF

La sélection de la rédaction

Histoire(s) en mai

Depuis 2006, ce festival dédié aux livres ayant trait à l'Histoire est l'occasion d'associer les différentes communautés vivant en Corse, les diverses classes d'âge et les professionnels du livre autour d'une proposition culturelle qui fait la part belle à la lecture publique, au débat, aux conférences, en y associant musique, danse projections et ateliers. Pour cette édition, 50^e anniversaire de Mai 68 oblige, l'association Arte Mare a repris et décliné le slogan «*il est interdit d'interdire*». Pas de grand thème imposé donc, mais plutôt une balade-escalade à l'assaut des barricades. Ainsi, Jacques Pradel, Vladimir Fedorovski, Christophe Bourseiller et Pauline Dreyfus parleront de révolutions, de la Russie à Mai 68, (le 19, 18h à la médiathèque de Castagniccia Mare à Monti, à Folelli et le 25, 18h, au centre culturel Una Volta de Bastia). Il sera également question de philosophie méditerranéenne et d'éloquence avec Jacques Trémolet de Villers, auteur de *En terrasse avec Cicéron*, le 24, 18h, bibliothèque patrimoniale de Bastia). Enfin, le tango, expression de la passion, permettra une conclusion en musique le 26, avec une conférence de Christophe Apprill (16h à l'Hôtel du Centre de Bastia, suivie d'une carte blanche à Patrizia Poli (17h) pour une lecture musicale et d'une séance de projections au cinéma bastiais Le Régent (à partir de 19h).

Jusqu'au 26 mai. Bastia, Folelli. ☎ 04 95 58 85 50 & www.arte-mare.corsica



Plateforme danse

Organisée par le Collectif AMZL, la Plateforme danse réunit des compagnies de danse insulaires nationales et internationales autour de spectacles, performances, ateliers, installations, projections vidéo. La thématique de cette XI^{ème} édition, My beat, renvoie certes à la pulsation, au battement du cœur, mais aussi, souligne la chorégraphe Hélène Taddei-Lawson, fondatrice d'AMZL, à ces «*identités en quête de leur propre tempo*». Pour illustrer ce propos, côté spectacles: *BIT*, de la compagnie Maguy Marin (Lyon) conçue comme une farandole multiculturelle mêlant techno et danses traditionnelles; *My Ladies Rock* de Jean Claude Gallotta (Grenoble) auquel fait pendant le *My Funky Men* du Collectif AMZL; *Ligne*, d'Othman Sellami (Cie Haraka, Tanger) qui porte une interrogation à propos des effets de la modernité sur la société traditionnelle marocaine; *LJHELM*, de la Cie Didier Théron (Montpellier) qui aborde la question de la jeunesse confrontée à la mort; *Tu DANSES... et MOI «émoi»?* de la Cie Vialuni (Ajaccio) où la chorégraphe Michèle Ettori tend à rompre la ligne de partage entre la personne en situation de handicap et celle qui ne l'est pas. Pour compléter la programmation: *Bastia on the beat*, création vidéo qui croise les techniques numériques de pointe avec le patrimoine architectural bastiais et établit un dialogue posthume entre le ténor César Vezzani et la musique électroacoustique; une table-ronde sur le thème Corps et pulsation, des ateliers et master-classes.

Du 22 mai au 1^{er} juin. Bastia: théâtre municipal, Una Volta, L'Alb'Oru, Square Mandela de Montesoro.

☎ 04 95 58 81 49 & <http://www.platformedanse.com>

L'Acquatorbida, the place to be!

Hasard de calendrier... Ou fatalité? Alors que la problématique du traitement des déchets squatte les débats publics, notamment sur les réseaux sociaux, elle s'en vient aussi occuper littéralement le devant de la scène avec ce one-woman-show de Patrizia Gattaceca. Direction L'Acquatorbida, petite commune rurale drivée d'une main ferme par la blonde Agrippine Filanccioni, que ses administrés appellent plus volontier Agri. La presse est sur les dents: madame la maire s'apprête à révéler au monde le plan de gestion infaillible qu'elle a conçu et organisé afin d'apporter une solution définitive à ce qui constitue, à vrai dire depuis des lustres, «*la grosse préoccupation du moment. La question des déchets. U mullizzu, in termini corsis*». Un sujet propice à la prolifération de ragots, à l'expression de rancœurs, à la floraison de «yaka» et autres «fôkon». Pour parvenir à ce plan, Agri a bien sûr joué la carte de la concertation, écoutant les doléances de tout un chacun, en veillant cela dit à rester au dessus de la mêlée. Quoi de plus normal, «*quand est pour le bien public. Ou alors on fait une carrière diplomatique, commerciale ou artistique... De haut niveau, bien sûr, quand on en a le talent et les possibilités. Mais quand on est dévoué aux autres, on renonce à l'appel de ses talents*». Alors que les journalistes font antichambre devant la porte de son bureau [toujours se faire désirer un peu par les médias!], Agri peaufine sereinement son discours et ses arguments, tout en répondant à d'innombrables sollicitations téléphoniques.

Le 25 mai, 21h. Scenina, Ajaccio. ☎ 04 95 22 31 56 & www.facebook.com/sceninaajaccio/





Televisiò lucale corsa

Télévision locale corse



30

Balagne, Cortenais

orange™

30

National

SFR

390

National

numericable™

95

Bastia



30

National

Lundi 28 Mai

9h00 Settimanale - 9h45 Jeunesse - 11h20 Les jeux-vidéos - 11h55 Délires Sur le Net - 12h20 La Terre Vue du Sport - 12h25 Les Toqués du Sud - 12h30 Settimanale - 13h15 Kick Imperator - 14h30 Una Parolla Tanti Discorsi - 16h05 Zikspotting - 17h25 Noob - 18h45 Eventi Verticali - 19h15 Calvi XTri - 19h30 Nutiziale - 19h40 Tocc'à Voi - 20h10 Les jeux-vidéos - 20h50 Henri Alleg, l'Homme de la question - 21h45 Zikspotting - 22h00 Noob - 22h30 Nutiziale - 22h40 Zikspotting - 22h55 Autoroute Express - 23h05 Tocc'à Voi - 0h00 Nutiziale

Jeudi 31 Mai

9h00 Nutiziale - 9h10 Jeunesse - 10h55 Tocc'à Voi - 11h25 Ci Ne Ma - 11h40 Délires Sur le Net - 12h05 Clips Musicaux - 12h25 Les Toqués du Sud - 12h30 Nutiziale - 12h40 Le maître des marionnettes et ses enfants - 13h35 A votre Service - 14h30 Pivot - 16h40 Ci Ne Ma - 16h55 Associ - 17h25 En ces temps incertains - 18h25 Adam Keshesher - 19h15 Zikspotting - 19h30 Nutiziale - 19h40 Physiologie de l'effort - 20h50 Ben Bop - 21h40 Eventi Verticali - 22h10 Noob - 22h30 Nutiziale - 22h40 Tocc'à Voi - 23h10 Adam Keshesher - 0h00 Nutiziale

Mardi 29 Mai

9h00 Nutiziale - 9h10 Jeunesse - 10h40 Associ - 11h10 Zikspotting - 11h25 Eventi Verticali - 12h20 La Terre Vue du Sport - 12h25 Les Toqués du Sud - 12h30 Nutiziale - 12h40 Tocc'à Voi - 13h20 Adam Keshesher - 14h30 Ben Bop - 16h40 Zikspotting - 17h05 Adam Keshesher - 17h55 Una Parolla Tanti Discorsi - 18h45 Tocc'à Voi - 19h15 Ci Ne Ma - 19h30 Nutiziale - 19h40 En ces temps incertains - 20h40 Kick Imperator - 21h05 Adam Keshesher - 22h00 Noob - 22h30 Nutiziale - 22h40 Una Parolla Tanti Discorsi - 23h30 Autoroute Express - 0h00 Nutiziale

Vendredi 1er Juin

9h00 Nutiziale - 9h10 Jeunesse - 11h05 En ces temps incertains - 12h00 Délires Sur le Net - 12h25 Les Toqués du Sud - 12h30 Nutiziale - 12h40 Calvi XTri - 13h00 Eventi Verticali - 13h30 Zikspotting - 15h05 Les jeux-vidéos - 17h35 Zikspotting - 17h50 Pivot - 18h40 Le maître des marionnettes et ses enfants - 19h30 Nutiziale - 19h40 Associ - 20h10 Ci Ne Ma - 20h25 Maion et Wenn - 21h30 Congo, les méandres de la démocratie - 22h25 Noob - 22h30 Nutiziale - 22h40 Henri Alleg, l'Homme de la question - 23h35 A votre Service - 0h00 Nutiziale

Mercredi 30 Mai

9h00 Nutiziale - 9h10 Jeunesse - 11h10 Congo, les méandres de la démocratie - 12h00 Délires Sur le Net - 12h25 Les Toqués du Sud - 12h30 Nutiziale - 12h40 En ces temps incertains - 13h40 Ci Ne Ma - 13h55 Zikspotting - 14h30 Maion et Wenn - 16h50 Noob - 17h30 Zikspotting - 18h40 Congo, les méandres de la démocratie - 19h30 Nutiziale - 19h40 Le maître des marionnettes et ses enfants - 20h35 Pivot - 21h25 En ces temps incertains - 22h20 A votre Service - 22h30 Nutiziale - 22h40 Una Parolla Tanti Discorsi - 23h30 Noob - 0h00 Nutiziale



Diffusion 24h/24 - 7j/7



Vente d'espaces publicitaires



Prestations de services



Programme.telepaese@gmail.com



06.74.08.45.96



www.telepaese.corsica





WWW.MOVE.CORSICA/FR/TELEPAESE

Rejoignez l'Aventure !

